



**Assemblée
parlementaire
de la Francophonie**

Section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles

**Participation à la réunion plénière du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE
Paris (France)
Rapport de mission**

- **Objectifs** : Représenter le Réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) à la réunion plénière du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE.
- **Lien avec les compétences de la Communauté française** : Francophonie et diplomatie parlementaire.
- **Date** : 12 mars 2026
- **Composition de la délégation** :
 - M. Loris Resinelli, Rapporteur du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF - (Les Engagés).

➤ **Coût de la mission** :

Transport	161 €
Hébergement	aucun
Frais divers	3,55€
Total :	164,55 €

- **Mode de transport** : train.
- **Compensation carbone**¹ : 4 kg CO2e.
- **Agenda des travaux** :
 - 12 mars, réunion plénière du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE

¹ <https://www.greentripper.org/fr> plateforme belge qui permet de calculer l'empreinte écologique de ses voyages

A. Contexte de la mission

Créée en 1961, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rassemble 38 États et a pour but de promouvoir des politiques publiques favorisant la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être. Créé en 2011, son Réseau parlementaire mondial rassemble des législateurs nationaux, supranationaux et régionaux afin de favoriser la collaboration et le dialogue à plusieurs niveaux. Ouvert à des participants provenant d'États non membres de l'OCDE, le Réseau constitue un espace privilégié de diplomatie parlementaire.

La réunion plénière de mars 2026, organisée au Centre de conférence de l'OCDE à Paris du 11 au 13 mars sous l'intitulé « S'orienter dans l'économie mondiale », a réuni 196 délégués issus de 43 pays, avec l'intervention de 21 experts de l'OCDE.

M. Loris Resinelli, rapporteur Europe du Réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) y a représenté le Réseau.

B. Travaux

Le programme s'est articulé autour de cinq séances thématiques animées par les experts de l'OCDE, sur les perspectives économiques mondiales, les politiques industrielles, les marchés de l'énergie, les chaînes de valeur des minéraux critiques et les impacts des changements démographiques sur la croissance économique.

a. Perspectives économiques mondiales

L'analyse de l'OCDE dresse un bilan nuancé : si l'économie mondiale a fait preuve de résilience face aux crises récentes, le contexte actuel laisse présager des perspectives structurellement décevantes. Les solutions préconisées s'articulent autour de quatre axes : atténuer les tensions commerciales, contenir les risques inflationnistes, promouvoir la stabilité financière et garantir la viabilité de la dette souveraine, dans le cadre d'un retour à des politiques macroéconomiques et structurelles solides fondées sur la coopération internationale.

b. Politiques industrielles

Les transformations en cours, notamment le retour assumé d'interventions industrielles dans plusieurs économies majeures, la concurrence accrue dans les filières stratégiques (semi-conducteurs, batteries, énergies décarbonées), ou encore les enjeux de souveraineté économique, ont structuré les présentations.

L'OCDE met en garde contre les effets contre-productifs d'une fragmentation des politiques industrielles nationales et plaide pour une coordination accrue dans le respect des règles multilatérales, en prêtant une attention particulière aux conséquences pour les économies émergentes. Les experts ont relevé l'importance de ces orientations pour les pays francophones du Sud, dont les choix de formation et les perspectives d'emploi sont directement tributaires des reconcentrations industrielles en cours.

c. Marchés de l'énergie

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) considère que le système énergétique mondial entre dans l'« ère de l'électricité », portée par le déploiement record des énergies renouvelables.

Paradoxalement, la consommation de pétrole, de gaz naturel et de charbon atteint elle aussi des niveaux records, révélant une transition encore incomplète.

Trois scénarios prospectifs structurent la discussion : les politiques actuelles, dont la trajectoire dépasse significativement les objectifs climatiques ; les engagements pris, améliorés mais insuffisants au regard de l'Accord de Paris ; et le Net Zéro 2050, supposant des décisions politiques majeures et des investissements massifs, avec un retour de la hausse des températures sous 1,5 °C d'ici 2100.

Plusieurs obstacles structurels ont été identifiés : tensions géopolitiques accrues, soutien renouvelé de certaines économies majeures aux combustibles fossiles, volatilité du marché mondial, et perspective d'une expansion du gaz naturel liquéfié, facteur de risque pour la trajectoire d'émissions. S'agissant du nucléaire, l'augmentation projetée de la production électrique dans l'ensemble des scénarios examinés soulève une question de compatibilité avec les ressources hydriques disponibles à l'échelle mondiale.

Le scénario Net Zéro 2050 est celui qui implique les transformations les plus profondes et dont les effets s'étendront sur plusieurs décennies. L'implication effective des jeunes dans les processus de décision énergétique et climatique constitue à cet égard un enjeu de gouvernance central.

d. Chaînes de valeur des minéraux critiques

La transition énergétique repose massivement sur des minéraux critiques (lithium, cobalt, nickel, terres rares) dont les chaînes de valeur sont fortement concentrées géographiquement et exposées à des tensions géopolitiques croissantes. L'OCDE identifie trois grandes limites – volatilité des prix, chaînes d'approvisionnement non optimisées, tensions d'accès – et préconise un triptyque de réponses : amélioration de la gouvernance, généralisation de pratiques minières responsables et développement de l'économie circulaire (recyclage, substitution, intensité matérielle réduite des technologies).

M. Resinelli est intervenu sur ce sujet, soulignant le caractère désormais stratégique de ces ressources, dont la gouvernance conditionne à la fois la transition énergétique et la résilience économique des États. Il a attiré l'attention sur la situation des pays francophones d'Afrique subsaharienne, premiers détenteurs de certaines de ces ressources, et sur la nécessité que les bénéfices de leur exploitation profitent réellement à leurs populations et en premier lieu à leur jeunesse.

e. Changements démographiques et croissance économique

Le vieillissement démographique dans les pays de l'OCDE constitue un défi structurel majeur pour la croissance et la viabilité des systèmes de retraite. Les réponses préconisées reposent sur deux axes : activer les populations aujourd'hui peu présentes sur le marché du travail – notamment les femmes dans certaines zones – et allonger la durée d'activité des seniors. Ces enjeux se reflètent dans plusieurs indicateurs : le taux de chômage des jeunes dans la zone OCDE atteignait 11,2 % en décembre 2025, contre 4,2 % pour le reste de la population active, tandis que les disparités intergénérationnelles de patrimoine se sont accentuées, les seniors ayant bénéficié de l'essor des marchés d'actifs quand les jeunes font face à une dégradation de l'accessibilité au logement. Des stéréotypes liés à l'âge, frappant différemment jeunes et seniors, constituent par ailleurs un obstacle persistant à l'inclusion professionnelle de part et d'autre.

Un point de tension a été clairement identifié : maintenir les seniors plus longtemps en activité risque d'aggraver l'accès des jeunes au marché du travail et d'accentuer leurs insécurités

économiques, lesquelles pèsent à leur tour sur les comportements démographiques. Ces évolutions, propres aux pays de l'OCDE, contrastent fortement avec l'expansion démographique observée dans les pays du Sud, dont une majorité est francophone, créant des asymétries importantes en matière de mobilité internationale et de besoins de main-d'œuvre. Dans ce cadre, la reconnaissance mutuelle des diplômes apparaît comme un préalable indispensable à toute politique sérieuse de mobilité.

M. Resinelli est intervenu pour porter la position du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF sur la reconnaissance internationale des diplômes, trop souvent négligée alors qu'elle constitue une réponse concrète aux déséquilibres démographiques opposant vieillissement au Nord et dynamisme au Sud. Faciliter la mobilité professionnelle des jeunes à l'échelle continentale, voire mondiale, permettrait de mieux y répondre. Il a rappelé que cet enjeu fait l'objet d'un rapport en cours au sein du Réseau, dont il assure la rédaction.

C. Conclusion

La mission visait à assurer une présence francophone visible et substantielle sur des thématiques essentielles pour la jeunesse et à identifier les passerelles entre les analyses de l'OCDE et les chantiers en cours au sein du Réseau des jeunes parlementaires, en particulier la reconnaissance des diplômes en contexte migratoire et la mobilité dans l'espace francophone.

La participation du Réseau des jeunes parlementaires a par ailleurs permis de réaffirmer deux messages doctrinaux : la double légitimité des jeunes parlementaires francophones, en tant que représentants élus et génération directement concernée par les décisions présentes en matière climatique, économique et démographique, et la nécessité de réponses différenciées et coordonnées face aux asymétries Nord-Sud au sein de la Francophonie.

Signature du chef de mission

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Resinelli', written over a horizontal line.

Date 28 mai 2026